

Nombre de membres élus :	19
Nombre de membres en exercice :	19
Quorum :	10
Présents :	10
Représentés :	4
Votants :	14

L'AN DEUX MIL VINGT TROIS, le 25 Septembre à 19h30,

Le Conseil Municipal de Saint Hilaire du Rosier, régulièrement convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, en session ordinaire, dans la salle du conseil, sous la présidence de Monsieur Sylvain BELLE, Maire.

Date de la convocation : 20/09/2023

Présents : Sylvain BELLE, Denis BAFFERT, Nathalie PANARIN, Sandrine BELLE, Alexandre FERLAY, Frédérique GELAS, Mireille CHALAYE, Christine FERNANDES, Marie-claude GERMAIN, Laurent COUTURIER.

Excusés : Jean-Louis ODEYER a donné pouvoir à D.BAFFERT, Johan MICHAL, C. CIVET, Emmanuel REULIER a donné pouvoir à A.FERLAY, Emmanuel ESCOFFIER a donné pouvoir à Sy.BELLE, Nathalie CHABERT a donné pouvoir à N.PANARIN, Brigitte MORFIN.

Absents : Stéphane COLPAERT, Romain LAURENT.

Secrétaire de séance : Nathalie PANARIN.

Délibération n° 2023-24 – AFFAIRES COMMUNALES – Réouverture de la carrière FROMANT à ST BONNET DE CHAVAGNE – Avis de la commune

Vu le code de l'environnement, notamment les livres Ier et V ;

Vu la demande d'autorisation environnementale du 04/08/2022, complétée le 6 janvier 2023, présentée par la société CARRIERES FROMANT, en vue de la reprise et l'extension d'une carrière de sables et de graviers au lieu-dit « Le Cumin » route du Furand sur la commune de Saint-Bonnet-de-Chavagne ;

Vu le rapport de l'inspection des installations classées de l'unité départementale de l'Isère de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement Auvergne-Rhône-Alpes, du 04 juillet 2023, précisant que le dossier complet et régulier peut être mis à l'enquête publique ;

Vu l'avis de l'autorité environnementale du 9 mai 2023 relatif à la demande précitée ;

Vu le mémoire de la société CARRIERE FROMANT en réponse à l'avis de l'Autorité environnementale susvisé ;

Vu la nomination de M. André AUBANEL, en qualité de commissaire enquêteur titulaire et M. Henri VIGIER, ingénieur agronome retraité en qualité de commissaire suppléant par décision n°E23000106/38 du 24/07/23 du tribunal administratif de Grenoble,

Considérant que l'article R181-38 du code de l'environnement prévoit la consultation des communes situées dans le périmètre de l'enquête publique ;

Le conseil municipal, après lecture du dossier d'enquête à l'assemblée et après en avoir délibéré **A L'UNANIMITE** :

- **EMET un avis favorable AVEC RESERVE** au projet de réouverture de la carrière FROMANT situé à ST BONNET DE CHAVAGNE.

Les réserves suivantes ont été émises :

- Bien qu'en dehors de tout périmètre de protection de captage, une réserve est retenue quant à la vulnérabilité de la nappe phréatique « Ainsi, l'extraction se tiendrait à 6 m de la nappe phréatique de la molasse miocène et à 4,95 m de la nappe de la molasse miocène en période de hautes eaux. [...] Le front de taille de l'ancienne carrière met en évidence, au droit du secteur d'étude, l'absence d'une protection naturelle (absence de couverture argilo-limoneuse). Cette absence rend la nappe très vulnérable à toute pollution superficielle (agricole...). Dans le secteur du site, la vulnérabilité actuelle des eaux souterraines est essentiellement liée aux activités agricoles (pollutions chroniques), ainsi qu'aux voies de communications (pollutions accidentelles) ».
- L'intensification du trafic de poids lourds sur la RD 21 avec le passage de gabarits importants sur ST HILAIRE VILLAGE. Cette zone est déjà fortement impactée par le passage des poids lourds. De plus, la RD 21 reliant le village à la gare est très étroite. L'ajout de camions supplémentaires accroît le risque d'accident sur le secteur. Le département de l'Isère a déjà été interpellé à ce sujet afin de trouver des solutions.

La commune émet donc une réserve sur ce point et demande que des précisions soient apportées sur la circulation des camions au départ de la carrière vers le site d' Auberive en Royans. (page 202 de l'étude d'impact).

- Le manque d'informations sur les nuisances générées pour les riverains. Les premières habitations se situent dans un périmètre très proche. La commune émet une réserve sur ce point.

*Fait et délibéré les jours, mois et an susdits,
Ont signé au registre tous les membres présents,
Extrait certifié conforme au registre des délibérations*

Le Maire certifie sous sa responsabilité
le caractère exécutoire de cet acte,

Après dépôt en préfecture le : 28/09/23
Après Affichage le : 28/09/23

